

Leçons tirées de l'expérience de privatisation des services publics au Royaume-Uni

Mise en contexte

Depuis un certain temps, le gouvernement Libéral de l'Ontario se fait conseiller par le gouvernement Blair en Angleterre et des consultants sur la restructuration des services publics. L'an passé, il a fait venir un des principaux conseillers de Blair pour faire une présentation devant les membres du cabinet. McGuinty fait l'éloge de l'expérience britannique.

Une délégation de la Fédération du travail de l'Ontario comprenant des dirigeants de la FTO et des représentants du SCFP, du STTP, de ETFO, de OECTA et du SEEFPO s'est déplacée pour examiner de première main le programme de « transformation du gouvernement » mis en œuvre en Grande Bretagne étant donné que les Libéraux de l'Ontario cherchaient manifestement de l'inspiration outre mer pour procéder à la restructuration et la privatisation d'importants services publics ici au pays.

Au cours de leur voyage d'études, les membres de la délégation ont rencontré des universitaires chevronnés, des chefs syndicaux et des activistes communautaires. Ils ont eu droit à une partie de l'histoire des retombées de cette restructuration. Voici en bref quelques leçons tirées de ce voyage :

Planter le décor de la fragmentation et de la privatisation

La professeure Allyson Pollock a expliqué, en termes habiles, que l'État-providence qui nous procure des services publics dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'électricité, de l'eau et du transport est une grosse huître non ouverte. Les secteurs de la santé et de l'éducation, à eux seuls, comptent pour 20 % du PIB des pays occidentaux. C'est beaucoup d'argent et les sociétés à but lucratif dans le monde voudraient bien avoir accès à cet argent pour engranger des profits. Aussi, les pays riches se trompent en croyant pouvoir bénéficier d'un avantage commercial et économique quelconque s'ils conçoivent une matrice pour la transition vers un modèle concurrentiel et privé de prestation de services publics, s'imaginant faire des profits sur l'exportation du modèle.

L'astuce consiste à faire disparaître des livres la dette publique. Les années de négligence dont a souffert l'infrastructure des services publics en Angleterre ont provoqué une crise majeure qui a nécessité l'investissement massif de fonds publics. La pirouette conceptuelle est d'affirmer que tous les risques appartiennent au secteur privé de manière à faire disparaître les dépenses des livres du gouvernement. En fait, la comptabilité de la *Private Finance Initiative* (PFI), masque le montant des dépenses publiques consenties pour un nombre inférieur de services, lesquels sont dispensés par moins d'employés. Les seules personnes qui profitent de ces projets sont les actionnaires des sociétés à but lucratif dont la raison d'être est de faire de l'argent et non pas de fournir des services publics de qualité.

Beaucoup de gouvernements occidentaux adhèrent depuis un certain temps à la philosophie suivante: peu importe qui fournit le service tant qu'il est financé par l'État. On estime que le rôle du gouvernement est de tenir le gouvernail pas de ramer. Le

gouvernement renforce cette philosophie en essayant de faire croire à leur population que la concurrence est une force positive, propice à des services publics plus efficaces et, qu'en quelque part, la privatisation offre plus de choix aux consommateurs. En réalité, on se retrouve avec des services conçus dans un même moule qui ne correspondent pas aux besoins des collectivités, qui ne sont pas tenus à la reddition de comptes et qui coûtent des milliards de dollars de plus aux contribuables.

Ce qui s'est passé à ce jour

Dans sa présentation du concept, le gouvernement Blair a fait valoir qu'après des années de négligence, la population obtenait enfin de nouvelles installations. Le gouvernement a toutefois omis de dévoiler que les entreprises privées ne se limiteraient pas à financer les installations en question, mais qu'elles livreraient aussi certains services sinon tous les services afférents.

À ce jour, on a conclu des ententes de partenariats publics-privés pour 677 initiatives valant £42,5 milliards. Cela coûte au gouvernement britannique £135 milliards. Un cinquième des services publics du Royaume-Uni, pour une valeur de £60 milliards, seront fournis par le secteur privé d'ici 2006-2007.

L'expérience au Royaume-Uni prouve bien que les risques ne sont pas transférés au secteur privé. Le gouvernement doit encore rescaper les projets boiteux. Les contrats et la structure des consortiums privés font en sorte que ce ne sont pas eux qui supportent les risques. En fait, la comptabilité des PFI masque le montant des dépenses publiques consenties pour un nombre inférieur de services, lesquels sont dispensés par moins d'employés.

Dans la plupart des secteurs, il y a augmentation effrénée des appels d'offre. Dans la foulée de l'expansion récente des projets de privatisation et de fragmentation des services, des secteurs professionnels comme l'enseignement, la médecine et les soins infirmiers, qui étaient demeurés rattachés au secteur public tandis que l'administration, le service de la paie et l'entretien avaient été dévolus au secteur privé, se retrouvent aujourd'hui contrôlés par le secteur privé.

L'expérience du public

En vertu des réformes de Blair, les nouveaux hôpitaux construits par des consortiums du secteur privé coûtent quelque chose comme cinq fois plus cher que les hôpitaux construits par l'État. Ces installations privées ont un taux de roulement de cent huit patients par lit par année plutôt que l'habituel cinquante-quatre patients par lit par année. Cela signifie que des gens plus malades reçoivent leur congé plus rapidement. Les services sociaux et le soutien offerts aux patients récupérant à domicile sont fondés sur un examen des besoins de sorte que la plupart des travailleurs et travailleuses et leurs familles doivent déboursier des montants importants.

Les nouveaux hôpitaux bâtis par les consortiums privés sont à la fine pointe de la technologie, mais ils sont plus petits, les chambres sont plus petites et on manque d'espace. Cela fait que les chambres sont plus difficiles à nettoyer et que l'équipement

d'urgence est plus difficile à manœuvrer. La santé des patients est menacée par cette lenteur à réagir. L'Angleterre devient rapidement la capitale européenne du « super-microbe ».

Les écoles du Royaume-Uni ont subi une restructuration radicale. Blair a créé des « académies municipales », des écoles de quartier contrôlées par des promoteurs privés et non pas par les commissions scolaires. En vertu de ce modèle, un promoteur privé investit £2 millions dans la construction de l'école. Le gouvernement Blair investit le reste, habituellement autour de £30 millions. Ces écoles échappent au contrôle de la commission scolaire, n'ont pas à dispenser le programme éducatif national en vigueur dans les écoles publiques et n'ont pas à appliquer les conventions collectives.

Dans une école, dont le propriétaire est un consortium privé, il n'était pas rare de se présenter le lundi matin devant une classe sans pupitre ni chaise puisque le consortium avait loué le mobilier à un tiers au cours du week-end. De plus, s'il arrive, par exemple, qu'une école ou un hôpital soit bâti en vertu d'un tel arrangement, il n'y a aucune façon de s'en sortir avant la fin du contrat. Si les besoins de la population changent pendant cette période, le gouvernement n'a aucun contrôle. Il est même souvent interdit de fixer quoique ce soit aux murs sous peine de devoir verser un supplément.

Historiquement, il existait en Angleterre un programme de repas servis à l'école en vertu duquel tous les étudiantes et étudiants recevaient des repas nutritifs, cuisinés sur place par des employés de la cuisine scolaire. Le programme a été imparti à des entreprises commerciales qui ont fermé ces cuisines scolaires. Les enfants qui bénéficient de ces programmes reçoivent maintenant des sandwichs qui ont été surgelés. La qualité des mets et de l'alimentation a diminué et les enfants sont stigmatisés puisque le fait d'avoir un « sac à lunch » les affuble de l'étiquette « nécessiteux ». Les étudiantes et étudiants britanniques ont dorénavant des problèmes d'obésité et il n'y a pas moyen de s'assurer qu'ils reçoivent des repas nutritifs.

L'expérience des résidences étudiantes administrées par le secteur privé est un véritable cauchemar. Selon une étude publiée par le National Union of Students, la privatisation des résidences étudiantes a soulevé le problème de savoir à qui revenait, en bout de ligne, la responsabilité d'assurer l'hébergement des étudiants et celui de contrats extrêmement rigides et inflexibles. Les coûts de l'hébergement ont grimpé en flèche tandis que la qualité est médiocre.

L'expérience des syndicats

Les syndicats et le Trades Union Congress se sont opposés à ces transformations des structures gouvernementales pour trois raisons : elles déstabilisent les services, nuisent à la reddition de comptes et coûtent plus cher.

À l'implantation des initiatives, la loi protège les travailleurs existants. Ils sont transférés à l'entreprise privée tout en conservant leur affiliation syndicale et les droits enchâssés dans leur convention collective. Toutefois, tous les employés embauchés suivant le transfert ne sont pas représentés par le syndicat ni couverts par la convention collective.

Les travailleurs dans ces services privatisés qui demeurent couverts par une convention collective s'efforcent de passer inaperçus. Les conditions de travail peuvent, par ailleurs, se détériorer au fil du temps.

Dans beaucoup de secteurs, la structure de salaires et d'avantages sociaux est à deux vitesses. En effet, des personnes travaillant côte à côte et faisant le même travail ont souvent d'importants écarts de salaire et d'avantages sociaux. Beaucoup d'employés nouvellement embauchés n'ont pas accès à un fonds de retraite. Au début du mouvement de privatisation, c'est la main-d'œuvre la moins bien rémunérée et la plus vulnérable qui a été touchée. Maintenant, la privatisation et les appels d'offre touchent directement toutes les catégories d'emploi.

Au début, les syndicats ne se sont pas tous joints à la lutte parce qu'ils ne voyaient pas comment cela les touchait. De plus, les secteurs ne réalisaient pas toujours qu'ils seraient les prochains à être convoités à mesure que se gonflerait au Royaume-Uni l'appétit pour les PFI, les appels d'offre, le modèle de marché et les autres formes de privatisation.

Les syndicats du Royaume-Uni voient émerger la phase suivante. Les services municipaux, notamment la paie, l'évaluation foncière et la facturation, sont en train d'être impartis à des entreprises commerciales. Il est tout à fait possible d'administrer à partir de « l'étranger ». Par exemple, une société à but lucratif peut se faire octroyer le contrat de l'administration d'une municipalité et, à son tour, l'impartir à une autre entreprise établie n'importe où au monde, exploitant ainsi des travailleurs dans un pays pauvre.

Actuellement UNISON, le plus important syndicat de la fonction publique de l'Angleterre mène une campagne dite « positivement publique ». Les objectifs sont de stopper la privatisation, sensibiliser le public, renforcer les appuis en faveur de la prestation publique des services et diriger une coalition de services publics. La campagne comporte également un second volet : stopper la privatisation des services publics et protéger les travailleurs et travailleuses syndiqués transférés à des entreprises privées. La campagne est « fondée sur les résultats », c'est-à-dire que des chercheurs fournissent des preuves, démontrent les échecs du secteur privé, critiquent les méthodologies, démontrent les pratiques exemplaires en vigueur dans les services publics et diffusent de l'information aux syndiqués et au public.

Leçons à tirer pour le Canada

Rallier des appuis en faveur de campagnes de résistance

Beaucoup de syndicats au Royaume-Uni ont dit qu'il était important, dès les premières phases de la privatisation, de concentrer ses efforts sur une campagne de résistance massive et sur la mobilisation des membres. Il est primordial d'entretenir l'opposition à ces projets de privatisation au sein du syndicat si on veut s'assurer de l'appui de la population aux services publics et de son opposition aux projets de privatisation.

Les syndicats travaillent ensemble

Beaucoup de syndicats et de secteurs n'ont pas perçu au départ l'importance de cette lutte pour leurs membres. Maintenant, toutes les catégories d'emploi de tous les syndicats de la fonction publique subissent les contrecoups de la privatisation. Tous les travailleurs et travailleuses ont souffert des effets négatifs de la privatisation dans leur vie quotidienne, étant tous touchés par la perte de services publics de qualité. Un nombre accru de responsabilités ont été transférées sur les épaules des personnes et de leurs familles. La résistance doit être massive et porter par tous les syndicats dès l'avènement de ces projets.

Rester bien centré sur les conséquences pour la qualité des services et pour la collectivité

On peut rallier la population et obtenir son appui lorsqu'elle comprend l'impact potentiel de ces projets sur la collectivité. Les effets sur la population résultant de la perte de services, de la perte de l'obligation de rendre des comptes et de la perte de la transparence sont des facteurs qui peuvent favoriser l'opposition à la privatisation. Il faut dénoncer les dépassements de coûts et les profits énormes des entreprises. Il ne suffit pas de se contenter de dénoncer les pertes d'emplois et l'érosion des conditions de travail.

Former des coalitions et travailler avec les activistes communautaires

Élargir le cercle de l'opposition en travaillant en coalition avec divers partenaires. Cela servira à renforcer le message relatif aux effets sur la collectivité de ces projets de privatisation. Il est important de bien comprendre la façon dont les différents milieux seront touchés et on peut y arriver en travaillant en coalition avec divers organismes de justice sociale.

Travailler en étroite collaboration avec des universitaires et des groupes de politiques

Ces groupes sont très crédibles et peuvent exposer la rhétorique derrière le financement et l'administration des projets de privatisation. Il est très difficile d'expliquer ces projets au public et les travaux des universitaires et des groupes de politiques permettent d'exposer au grand jour les fausses promesses du gouvernement.